

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS27/40
15 décembre 1998

(98-5063)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – RÉGIME APPLICABLE À L'IMPORTATION, À LA VENTE ET À LA DISTRIBUTION DES BANANES

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 14 décembre 1998, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le 25 septembre 1997, l'Organe de règlement des différends (ORD) a adopté le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R et les rapports du Groupe spécial figurant dans les documents WT/DS27/R/ECU, WT/DS27/R/GTM-WT/DS27/R/HND, WT/DS27/R/MEX, WT/DS27/R/USA, tels que modifiés par le rapport de l'Organe d'appel, en recommandant que les Communautés européennes mettent les mesures jugées incompatibles avec le GATT de 1994 et l'AGCS en conformité avec les obligations découlant pour les Communautés européennes de ces accords.

Le 7 janvier 1998, l'Arbitre, nommé conformément à l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, a conclu que le délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans cette affaire expirerait le 1^{er} janvier 1999.

Le 20 juillet 1998, le Conseil de l'Union européenne a adopté le Règlement (CE) n° 1637/98 modifiant le Règlement (CEE) n° 404/93 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane. Ce règlement est entré en vigueur le 31 juillet 1998. Il sera appliqué à partir du 1^{er} janvier 1999.

Le 18 août 1998, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, le Mexique et les États-Unis ont demandé des consultations au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (WT/DS27/18) concernant ce règlement. Des consultations entre, d'une part, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, le Mexique ainsi que les États-Unis et, d'autre part, les Communautés européennes se sont tenues le 17 septembre 1998.

Lors de la réunion de l'ORD du 22 septembre 1998, les plaignants initiaux ont exprimé leur inquiétude "à propos de l'absence de mise en conformité avec les recommandations de l'ORD". Ils ont déclaré que "les consultations ont confirmé que la Communauté et les parties plaignantes ne pouvaient pas s'accorder sur la compatibilité avec l'OMC des mesures prises par la Communauté pour se conformer aux recommandations de l'ORD pour le 1^{er} janvier 1999". Ils ont souligné "qu'il n'y avait aucun doute quant à l'existence d'un tel désaccord entre la Communauté et les parties

./.

plaignantes". Ils ont déclaré également "qu'ils avaient clairement montré qu'il n'y avait aucune raison de poursuivre les consultations et qu'ils n'entendaient pas tenir d'autres consultations".

Le 28 octobre 1998, la Commission des Communautés européennes a adopté le Règlement (CE) n° 2362/98 portant modalité d'application du Règlement (CEE) n° 404/93 du Conseil en ce qui concerne le régime d'importation de bananes dans la Communauté. Ce règlement est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1998. Il sera appliqué à partir du 1^{er} janvier 1999.

Le 13 novembre 1998, l'Équateur a demandé des consultations (WT/DS27/30) qui se sont tenues le 23 novembre 1998. Le Mexique a également requis des consultations et s'est joint comme coplaignant lors de la même réunion. Ces consultations concernaient le Règlement de la Commission n° 2362/98.

L'un des plaignants initiaux, les États-Unis, a officiellement annoncé qu'il procédera à une détermination unilatérale selon laquelle les mesures d'application communautaires ne permettent pas la mise en œuvre des recommandations de l'ORD et que, malgré l'absence de toute détermination multilatérale selon laquelle les mesures de mise en œuvre de la Communauté ne permettent pas de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, il introduira des rétorsions commerciales contre les exportations communautaires dans un proche futur.

Les Communautés européennes rejettent fermement cette approche unilatérale qui est une flagrante violation des obligations formelles que les États-Unis ont acceptées à l'article 23, paragraphe 2 a) du Mémoire d'accord. De ce fait, toute approche par les États-Unis visant à solliciter l'autorisation de l'ORD pour suspendre des concessions sur la base d'une telle détermination unilatérale serait également inacceptable et toute requête en ce sens (que les États-Unis ont annoncé qu'ils présenteraient le 21 janvier 1999) mettrait *ipso facto* en danger l'avenir du système de Règlement des différends de l'OMC. Dans ce contexte, les Communautés européennes ont déjà demandé, le 25 novembre 1998, des consultations avec les États-Unis concernant la procédure de l'article 301 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur qui constitue la base légale interne de ces actions unilatérales des États-Unis.

Les Communautés européennes soutiennent que l'article 23 du Mémoire d'accord confirme qu'il y a un principe général dans les Accords de l'OMC selon lequel les mesures adoptées par les Membres de l'OMC sont conformes aux règles de ces accords tant qu'elles n'ont pas été mises en cause selon les procédures appropriées du Règlement des différends et tant que la preuve de leur non-conformité n'a pas été établie. Étant donné qu'aucun des plaignants initiaux n'a poursuivi les procédures au titre de l'article 21:5, ils doivent, à ce stade, être réputés comme étant satisfaits de la manière par laquelle les Communautés européennes ont mis leurs mesures en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD dans ce cas.

Dans ce contexte juridique, les Communautés européennes demandent l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord avec pour mandat de constater que les mesures de mise en œuvre des Communautés européennes, mentionnées ci-dessus, doivent être présumées conformes aux règles de l'OMC tant que leur conformité n'a pas été dûment mise en cause au titre des procédures appropriées du Mémoire d'Accord.
